

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/VAL/N/2/TZA/1

3 mars 2004

(04-0952)

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais

RENSEIGNEMENTS SUR LA MISE EN ŒUVRE ET L'ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE

Liste de questions

TANZANIE

La Mission permanente de la Tanzanie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 1^{er} mars 2004.

1. Questions relatives à l'article premier:

a) Ventes entre personnes liées:

i) *Les ventes entre personnes liées sont-elles assujetties à des dispositions spéciales?*

Non.

ii) *L'existence de prix de cession entre sociétés est-elle un motif suffisant de considérer que les prix correspondants sont influencés?*

Non.

iii) *Quelles sont les dispositions prévues pour communiquer par écrit les motifs en question, si l'importateur le demande (article premier, paragraphe 2 a))?*

L'importateur reçoit une communication par écrit, conformément au paragraphe 2 2) a) de l'annexe quatre.

iv) *Comment l'article premier, paragraphe 2 b) a-t-il été mis en œuvre?*

Les dispositions de l'article premier, paragraphe 2 b) ont été incorporées dans la législation nationale (paragraphe 2 2) b) de l'annexe quatre).

b) Prix de marchandises perdues ou endommagées:

Existe-t-il des dispositions ou des arrangements pratiques spéciaux en ce qui concerne l'évaluation des marchandises perdues ou endommagées?

Les marchandises perdues ou endommagées sont évaluées conformément aux dispositions de la note explicative 3.1, qui a été incorporée dans la législation nationale (article 108 3) de la Loi de l'Afrique de l'Est sur les douanes et la gestion des taxes de transmission).

2. Comment la disposition de l'article 4 qui donne à l'importateur la faculté d'inverser l'ordre d'application des articles 5 et 6 a-t-elle été mise en œuvre?

Cette disposition a été incorporée dans la législation nationale (paragraphe 5 de l'annexe quatre).

3. Comment l'article 5, paragraphe 2 a-t-il été mis en œuvre?

Cet article a été incorporé dans la législation nationale (paragraphe 6 de l'annexe quatre).

4. Comment l'article 6, paragraphe 2 a-t-il été mis en œuvre?

Cet article a été incorporé dans la législation nationale (paragraphe 7 de l'annexe quatre), avec le libellé suivant:

"Aucun non-résident ne peut être tenu ou obligé de présenter pour examen un compte ou autre registre ou d'y donner accès aux fins de la détermination de la valeur calculée. Cependant, les renseignements fournis par le producteur des marchandises afin de déterminer la valeur en douane conformément aux dispositions du présent paragraphe peuvent être vérifiés dans un autre pays par un fonctionnaire responsable en les comparant à la liste du producteur pour autant qu'un préavis suffisant soit donné au gouvernement du pays concerné et que ce dernier n'élève pas d'objection à l'enquête."

5. Questions relatives à l'article 7:

a) Quelles dispositions ont été prises pour déterminer la valeur en douane conformément à l'article 7?

Le paragraphe 8 de l'annexe quatre prévoit que la valeur doit être déterminée par des moyens raisonnables, compatibles avec l'annexe quatre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane et l'article VII du GATT de 1994 et sur la base des renseignements disponibles en Tanzanie.

b) Quelles sont les dispositions prévues pour informer l'importateur de la valeur en douane déterminée par l'application de l'article 7?

Le paragraphe 8 3) de l'annexe quatre dispose que "Si l'importateur en fait la demande, il est informé par écrit de la valeur en douane déterminée par application du présent paragraphe et de la manière dont elle a été déterminée."

c) Les interdictions énoncées à l'article 7, paragraphe 2 sont-elles définies?

Les méthodes d'évaluation interdites par l'article 7, paragraphe 2 le sont également au titre du paragraphe 8 2) de l'annexe quatre de la Loi de l'Afrique de l'Est sur les douanes et la gestion des taxes de transmission.

6. Qu'en est-il des options offertes par l'article 8, paragraphe 2? En cas d'application du système f.a.b., les prix sortie-usine sont-ils aussi acceptés?

La Tanzanie applique le système c.a.f. de sorte que les ajustements prévus à l'article 8, paragraphe 2 sont inclus dans la valeur en douane sauf pour le fret aérien, pour lequel seulement 25 pour cent du montant payé ou à payer sont ajoutés à la valeur à des fins douanières.

7. Où le taux de change est-il publié, en conformité avec les prescriptions de l'article 9, paragraphe 1?

L'Administration des douanes et accises l'obtient sur une base hebdomadaire auprès de la Banque centrale de Tanzanie.

8. Quelles mesures ont été prises pour assurer, en conformité avec les prescriptions de l'article 10, le caractère confidentiel de certains renseignements?

L'article 7 c) de la Loi de l'Afrique de l'Est sur les douanes et la gestion des taxes de transmission prévoit la protection des renseignements confidentiels, sauf lorsqu'ils sont exigés dans le cadre d'un témoignage devant un tribunal ou avec l'approbation de l'Autorité.

9. Questions relatives à l'article 11:

a) Quels sont les droits d'appel de l'importateur ou de toute autre personne?

Quatre niveaux d'appel sont prévus – dans le cadre de l'administration des douanes – jusqu'au niveau du Commissaire; en outre, il peut être fait appel devant une Commission fiscale de recours indépendante et un tribunal.

b) Comment l'appelant sera-t-il informé de ses droits à un nouvel appel?

Les niveaux d'appel sont indiqués dans la législation nationale (article 124 de la Loi de l'Afrique de l'Est sur les douanes et la gestion des taxes de transmission).

10. Fournir des renseignements sur la publication, en conformité avec les prescriptions de l'article 12:

a) i) *Des lois nationales applicables en l'espèce:*

Elles ont été publiées dans la Loi de l'Afrique de l'Est sur les douanes et la gestion des taxes de transmission (en fait, elles ont été abrogées et remplacées par l'article 108 et l'annexe quatre).

ii) *Des règlements concernant l'application de l'Accord:*

Ces règlements ont été publiés conjointement avec la Loi de l'Afrique de l'Est sur les douanes et la gestion des taxes de transmission.

iii) *Des décisions judiciaires et administratives d'application générale relatives à l'Accord:*

Ces décisions sont reprises dans la Loi de l'Afrique de l'Est sur les douanes et la gestion des taxes de transmission.

- iv) *Des lois générales ou particulières dont il est fait mention dans les règles de mise en œuvre ou d'application de l'Accord:*

Ces lois peuvent être consultées auprès de l'Administration des douanes et accises.

- c) De nouvelles règles doivent-elles être publiées? Sur quels sujets porteraient-elles?

Oui. Ces règles couvriront la vérification après dédouanement, la gestion des risques et les technologies de l'information.

11. Questions relatives à l'article 13:

- a) Comment est-il tenu compte, dans la législation nationale, de l'obligation énoncée à l'article 13 (dernière phrase)?

Cette obligation est visée à l'article 108 6). Les marchandises pourront être mises en libre pratique sur versement par l'importateur d'une garantie suffisante, d'un dépôt en liquide ou d'une autre garantie appropriée, selon ce que déterminera le fonctionnaire responsable, pour assurer le paiement final des droits de douane dont les marchandises peuvent être passibles.

- b) Des explications complémentaires ont-elles été données?

Non.

12. Questions relatives à l'article 16:

- a) La législation nationale contient-elle une disposition stipulant que l'administration des douanes est tenue d'exposer par écrit comment la valeur en douane a été déterminée?

Oui, l'article 108 4) de la Loi de l'Afrique de l'Est sur les douanes et la gestion des taxes de transmission.

- b) Existe-t-il d'autres règlements relatifs aux demandes présentées à cet effet?

Non.

13. Comment les Notes interprétatives de l'Accord ont-elles été incorporées dans la législation?

Les Notes interprétatives de l'Accord ont été incorporées dans l'annexe quatre dont elles font partie intégrante. Les paragraphes (Partie I) de l'annexe quatre se lisent et s'appliquent conjointement avec les notes correspondantes (Partie II) de l'annexe quatre.

14. Comment ont été appliquées les dispositions de la Décision relative au traitement des montants des intérêts lors de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées?

Les montants des intérêts n'entrent pas dans la valeur en douane. Cela a été défini dans la législation nationale: article 108 3) de la Loi de l'Afrique de l'Est sur les douanes et la gestion des taxes de transmission.

- 15. Comment ont été appliquées, pour les pays concernés, les dispositions du paragraphe 2 de la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données?**

L'évaluation des supports informatiques de logiciels se fonde sur la valeur transactionnelle.
